

BAREME DES COTISATIONS SUR SALAIRES
1^{er} Juin 2022
Des départements de l'Aude et des Pyrénées Orientales

| | | |
|----------------|------------------|--|
| SMIC horaire | SMIC Mensuel | Plafond mensuel de la Sécurité Sociale |
| 10,85 € | 1645.58 € | 3 428 € |

Dispositif TO/DE 2022

Prolongation du dispositif Travailleurs occasionnels – Demandeurs d'emploi

Au regard des conséquences économiques exceptionnelles liées à la crise sanitaire et dans le but de soutenir la compétitivité du secteur agricole, **est prévue une prolongation de deux ans du dispositif d'exonération TO-DE, de manière transitoire, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022.** Le dispositif prendra fin au 1er janvier 2023.

Ces exonérations sont :

- **totales** pour une rémunération mensuelle brute inférieure ou égale à 1,20 SMIC mensuel,
- **dégressive** pour des rémunérations comprises entre 1,20 et 1,6 SMIC mensuel, (voir formule de calcul ci-dessous)
- **nulles** pour des rémunérations mensuelles égales ou supérieures à 1,6 SMIC mensuel.

La formule de calcul

$$1,2 \times \frac{C}{0.40} \quad (1,6 \times \frac{\text{montant mensuel du SMIC}}{\text{rém mens brute (hors heures sup et comp)}} - 1)$$

Le paramètre C de la formule de calcul correspond à la somme des cotisations patronales concernées par le dispositif.

L'exonération vise **les cotisations et contributions patronales** suivantes :

- Les cotisations patronales d'assurances sociales agricoles (ASA) - maladie, vieillesse, maternité, invalidité, décès ;
- Les cotisations d'allocations familiales (AF) ;
- La contribution FNAL ;
- La fraction de la cotisation accidents du travail-maladies professionnelles (AT-MP) ;
- La contribution solidarité autonomie (CSA) ;
- Les contributions patronales de retraite complémentaires (dont la contribution d'équilibre générale) ;
- La contribution patronale d'assurance chômage.

Précisions sur ce calcul

Le montant mensuel du SMIC est égal à 151,67 fois le SMIC horaire.

Il doit être corrigé pour un salarié dont la rémunération contractuelle n'est pas fixée pour l'ensemble du mois considéré sur la base d'une durée hebdomadaire (ou rapportée à la durée du cycle) de 35 heures ou d'une durée annuelle de 1607 heures (ex : temps partiel, salarié non mensualisé, situations d'entrées-sorties en cours de mois, salariés dont le contrat de travail est suspendu en raison de maladie avec maintien ou non de salaires, etc.). Après correction éventuelle du SMIC, cette valeur pourra être augmentée des heures supplémentaires et complémentaires non majorées.

La Réduction Générale 2022

Depuis le 01 octobre 2019, la réduction générale s'applique :

| Période | Cotisations concernées |
|--|---|
| Depuis le 1 ^{er} Janvier 2022 | <ul style="list-style-type: none">Cotisations d'assurances sociales (AS),Cotisation d'allocations familiales (AF),Contribution Solidarité Autonomie (CSA),Fonds National d'Action pour le logement (FNAL),Cotisation accident du travail (AT/MP) dans une certaine limite (0,59%),Cotisation patronale due au titre de la retraite obligatoire et contribution d'équilibre générale (CEG), dans une limite cumulée maximale de 4,72% + 1,29% = 6,01%cotisation assurance chômage (AC) (4,05%) |

Sont concernés les catégories particulières suivantes :

- les associations intermédiaires ainsi que les ateliers et chantiers d'insertion ;
- les employeurs de droit privé qui occupent des apprentis ;
- les contrats de professionnalisation conclus avec des demandeurs d'emploi de 45 ans et plus ou conclus par des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification ;
- certains employeurs de la production agricole (au sens du Code rural et de la pêche maritime [1° à 4° de l'article L. 722-1 du Code rural et de la pêche maritime](#)).

Le montant de la réduction (R) est égal au produit de la rémunération mensuelle brute par un coefficient, variant en fonction du niveau de rémunération mensuelle brute.

$$R \text{ ou } R' = \text{rémunération brute} \times \text{coefficient de réduction}$$

Le montant annuel de réduction (R') est régularisé, sur la base de l'ensemble des rémunérations brutes versées au cours de l'année.

$$\text{Coefficient} = \frac{T}{0,6} \times \left[\frac{1,6 \times (\text{SMIC annuel ou mensuel de référence})}{\text{rémunération annuelle ou mensuelle brute du salarié}} - 1 \right]$$

Ce coefficient tend à s'annuler lorsque la rémunération atteint 1,6 SMIC mensuel/ annuel.

| Coefficient maximal de réduction T (hors catégories particulières) | | |
|--|------------------------------------|------------------------------------|
| Coefficient maximal de réduction T général | Employeurs soumis au FNAL de 0,10% | Employeurs soumis au FNAL de 0,50% |
| Au 01/01/2021 | 0,3206 | 0.3246 |
| Au 01/01/2022 | 0.3195 | 0.3235 |

Taux de cotisations au 1er janvier 2022

Tableaux n° 1 : taux de droit commun

Cotisations sociales légales

Cotisations de sécurité sociale

| Cotisations | | | Taux | | | | | |
|--------------------------------------|--|---|------------------------------------|---------------------|----------------------|---------------------------|---------|----------------------|
| | | | Sur la totalité de la rémunération | | | Dans la limite du plafond | | |
| | | | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Assurances sociales agricoles | Maladie, maternité, invalidité, décès ¹ | Rém annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel ² | 7,00 % | 0,00 % ³ | 7,00 % | - | - | - |
| | | Rém annuelle > 2,5 SMIC annuel | 13,00 % | 0,00 % | 13,00 % ⁴ | - | - | - |
| | Vieillesse ⁵ | | 1,90 % | 0,40 % | 2,30 % | 8,55 % | 6,90 % | 15,45 % |
| Cotisations d'allocations familiales | Salariés (y compris statutaires de SICAE) ⁶ | Rém annuelle ≤ 3,5 SMIC annuel | 3,45 % | - | 3,45 % | - | - | - |
| | | Rém annuelle > 3,5 SMIC annuel | 5,25 % | - | 5,25 % | - | - | - |
| Accidents du travail | | | Variable | - | Variable | - | - | - |

¹ Article D. 741-35 (I) du code rural et de la pêche maritime (CRPM) renvoyant à l'article D. 242-3 du code de la sécurité sociale (CSS). Modifié en dernier lieu par le décret n° 2017-1891 du 30 décembre 2017 relatif au taux des cotisations d'assurance maladie du régime général et de divers régimes de sécurité sociale.

² Article L. 241-2-1 du CSS inséré par l'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017). Cet article a également été modifié par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

³ 5,50 % pour les salariés domiciliés fiscalement hors de France (soit un taux maximal total de 12,50 % pour les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC et de 18,50 % pour les rémunérations supérieures à 2,5 SMIC) - cf. article D. 242-3 du CSS tel que modifié par le décret n° 2018-162 du 6 mars 2018.

⁴ Précision : Taux applicable aux particuliers employeurs. En effet, l'article L. 241-2-1 du CSS précise que le taux de 7 % n'est applicable qu'aux employeurs bénéficiant de la RDF (article L. 241-13 du CSS). Or les particuliers employeurs en sont exclus.

⁵ Article D. 741-35 (II) du CRPM renvoyant à l'article D. 242-4 du CSS.

⁶ Article L. 741-1 du CRPM renvoyant à l'article L. 241-6-1 du CSS (lui-même cité par l'article D. 241-3-1 du CSS) tel que modifié par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

| Cotisations légales recouvrées pour le compte de tiers | | | | | | |
|--|--|-----------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------|-----------------------------|
| Cotisations | Taux | | | | | |
| | Sur la totalité de la rémunération | | | Dans la limite du plafond | | |
| | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Service de santé au travail | - | - | - | 0,42 % | - | 0,42 %⁷ |
| Versement mobilité⁸ | Variable | - | Variable | - | - | - |
| Cotisations⁹ (SICAE) | Assiette¹⁰ | Taux / Montant | | | | |
| | | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum | | |
| Cotisation complémentaire d'assurance maladie-maternité des actifs de SICAE | Dans la limite de 1,55 plafond de S.S.¹¹ | 1,01 % | 0,54 % | 1,55 %¹² | | |
| Cotisation de solidarité des actifs de SICAE envers les inactifs | Dans la limite de 1,55 plafond de S.S. | - | 1,15 % | 1,15 %¹³ | | |
| Cotisation vieillesse de base | Sur la totalité de la rémunération | 29,70 % ¹⁴ | 12,78 % | 42,48 % | | |
| Cotisation spécifique vieillesse et autres risques | Sur la totalité de la rémunération | 5,62 % ¹⁵ | - | 5,62 % | | |
| Cotisation complément invalidité | Sur la totalité de la rémunération | 0,30 % ¹⁶ | - | 0,30 % | | |
| Cotisation compensation destinée à l'équilibre « petit pool » | Sur la totalité de la rémunération | 7,50 % ¹⁷ | - | 7,50 % | | |
| Contribution des employeurs au financement des droits spécifiques passés non régulés du risque vieillesse (DSPNR) | Montants calculés annuellement par la CNIEG pour chaque SICAE et notifiés par les caisses de MSA dans un état récapitulatif transmis le 31 mai de l'année N au plus tard. Montants dus pour chaque trimestre suivant : - juillet à septembre de l'année N ; - octobre à décembre de l'année N ; - janvier à mars de l'année N+1 ; - avril à juin de l'année N+1. Exceptionnellement pour les échéances de cotisations dues aux 1er janvier 2022 et 1er avril 2022 : notification de l'échéancier par la CNIEG avant le 1er décembre 2021 | | | | | |

⁷ Décision de la commission du financement institutionnel du 16 octobre 2013.

⁸ Le « versement transport » est devenu le « versement mobilité » depuis le 1er janvier 2020 (Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ; Lettre à toutes les caisses n° DR-2020-177 du 27 mars 2020).

⁹ - Cotisations d'assurance maladie-maternité complémentaire obligatoire des industries électriques et gazières (IEG) : cf. article 18 (XI et XII-1°) de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020.

- Cotisations d'assurance vieillesse des IEG : cf. article 27 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021.

¹⁰ L'assiette de ces cotisations déroge à l'assiette de droit commun et comprend : les rémunérations et salaires (hors primes et indemnités) ; la gratification de fin d'année ; les majorations résidentielles. Sont exclus de l'assiette : les heures supplémentaires ; les avantages familiaux (prime pour mariage/PACS, prime pour naissance/adoption, forfait familial pour la charge d'un enfant) ; les primes et indemnités liées à la fonction ou à des sujétions de service.

A noter : La contribution DSPNR fait l'objet d'un montant spécifique par entreprise calculé par la CNIEG.

¹¹ Article 1er (alinéa 4) du décret n° 2005-127 du 15 février 2005.

¹² § 8-B-a de l'article 23 de l'annexe au décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 ; Article 1er du décret n° 2005-127 du 15 février 2005, modifié par l'article 2 du décret n° 2020-1689 du 23 décembre 2020.

¹³ § 8-B-b de l'article 23 de l'annexe au décret n° 46-1541 du 22 juin 1946, modifié par l'article 1er du décret n° 2020-1689 du 23 décembre 2020.

¹⁴ Jusqu'au 30 avril 2022

Cotisations conventionnelles recouvrées pour le compte de tiers

| AC et AGS | | | | |
|---|--|--|---------|---------------|
| Cotisations conventionnelles imposées par la loi | Assiette | Taux | | |
| | | Employeur | Salarié | Total |
| Chômage (AC)¹⁸ | Dans la limite de 4 plafonds de S.S. (tranche unique) | 4,05 % | 0,00 % | 4,05 % |
| Assurance garantie des salaires (AGS)¹⁹ | Dans la limite de 4 plafonds de S.S. | Hors salariés intérimaires des entreprises de travail temporaire | 0,15 % | 0,15 % |
| | | Salariés intérimaires des entreprises de travail temporaire | 0,03 % | 0,03 % |

¹⁵ Jusqu'au 30 avril 2022

¹⁶ Jusqu'au 30 avril 2022

¹⁷ Jusqu'au 30 avril 2022

¹⁸ Protocole d'accord du 28 mars 2017 relatif à l'assurance chômage. A compter de 2018, l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017) prévoit une prise en charge de la cotisation salariale d'assurance chômage par l'ACOSS.

¹⁹ Même régime que la cotisation d'assurance chômage.

APECITA - AFNCA - ANEFA - ASCPA - PROVEA - VAL'HOR - FMSE

| Cotisations conventionnelles pures et simples | Assiette | Taux | | |
|---|--------------------------------------|-----------|---------|-----------------|
| | | Employeur | Salarié | Total |
| APECITA ²⁰ | Dans la limite de 4 plafonds de S.S. | 0,036 % | 0,024 % | 0,06 % |
| AFNCA | Sur la totalité de la rémunération | 0,05 % | - | 0,05 % |
| ANEFA | Sur la totalité de la rémunération | 0,01 % | 0,01 % | 0,02 % |
| ASCPA | Sur la totalité de la rémunération | 0,04 % | - | 0,04 % |
| PROVEA | Sur la totalité de la rémunération | 0,20 % | - | 0,20 % |
| VAL'HOR | Cotisation forfaitaire annuelle | variable | - | variable |
| FMSE ²¹ | Cotisation forfaitaire annuelle | variable | - | variable |

²⁰ Idem que pour la cotisation APEC : Circulaire Agirc n° 2010-5 du 29 juillet 2010.

²¹ Décret n° 2011-2089 du 30 décembre 2011 relatif aux fonds de mutualisation des risques sanitaires et environnementaux en agriculture.

Contributions sociales

| Contributions sociales | | | | | | |
|---|--|--|-----------------------------|---------------------------|----------------------|----------------|
| Contributions | | Assiette | | Taux | | |
| | | | | Employeur | Salarié | Total |
| Contribution sociale généralisée (CSG) | | Sur 98,25 % ²² de la rémunération dans la limite de 4 plafonds de la sécurité sociale et sur 100 % de la rémunération au-delà ²³ . | | - | 9,20 % ²⁴ | 9,20 % |
| Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) | | | | - | 0,50 % ²⁵ | 0,50 % |
| Contribution FNAL ²⁶ | Entreprises exerçant des activités mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 du CRPM et les coopératives agricoles | Rémunération dans la limite du plafond sécurité sociale | | 0,10 % | - | 0,10 % |
| | Autres employeurs | Moins de 50 salariés ²⁷ | Totalité de la rémunération | 0,50 % | - | 0,50 % |
| | | 50 salariés et plus | | | | |
| Forfait social ²⁸ | | Certains éléments de rémunération (<i>hors assiettes ci-dessous</i>) exonérés de cotisations de sécurité sociale mais assujettis à la CSG, ainsi que certaines sommes ressortant d'une liste exhaustive fixée par la loi. | | 20,00 % | - | 20,00 % |
| | | Sommes versées au titre de l'intéressement pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 50 et 250 salariés | | Exonération ²⁹ | | |
| | | Versements d'épargne salariale (intéressement, participation et abondement de l'employeur sur un plan d'épargne salariale) pour les entreprises non soumises à l'obligation de mettre en place un dispositif de participation des salariés aux résultats de l'entreprise (c'est à dire les entreprises de moins de 50 salariés) | | | | |
| | | Sommes suivantes versées sur un plan d'épargne retraite d'entreprise (PERE) ³⁰ : sommes issues de la participation aux résultats de l'entreprise ; sommes issues de l'intéressement ; abondements de l'employeur ; droits inscrits au compte épargne-temps (CET) ou, en l'absence de CET dans l'entreprise et dans la limite de 10 jours, les sommes correspondant à des jours de repos non pris ; versements obligatoires du salarié ou de l'employeur (lorsque le salarié est affilié à titre obligatoire au plan d'épargne retraite d'entreprise) → <u>taux réduit sous certaines conditions</u> ³¹ | | 16 % ³² | - | 16,00 % |
| | | Abondements des entreprises à la contribution versée par un salarié (ou un ancien salarié ayant quitté l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite ou en préretraite) sur un PEE, pour l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise ou une entreprise incluse dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes ³³ | | 10,00 % ³⁴ | - | 10,00 % |
| | | Versements unilatéraux de l'employeur sur un PEE lorsqu'ils sont utilisés également pour l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise ou par une entreprise incluse dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes ³⁵ | | 10,00 % | - | 10,00 % |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Contributions patronales de prévoyance complémentaire versées par une entreprise de 11 salariés et plus³⁶ • Sommes affectées à la réserve spéciale de participation au sein des sociétés coopératives de production | | 8,00 % | - | 8,00 % |
| Contribution solidarité autonomie ³⁷ | | Totalité de la rémunération | | 0,30 % | - | 0,30 % |
| Contribution dialogue social ³⁸ | | Totalité de la rémunération | | 0,016 % | - | 0,016 % |

A noter : La CSG et la CRDS ne sont dues que par les personnes domiciliées fiscalement en France (*sauf exception Schumacker* : cf. BOI-IR-DOMIC-40-20130218).

²² Pour rappel, l'article 17 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (n° 2011-1906 du 21 décembre 2011) a abaissé de 3 % à 1,75 % le taux de l'abattement pour frais professionnels et a exclu certains revenus d'activité du champ de cet abattement (participation, intéressement, indemnités de rupture, etc). Cf. article L. 136-2 du CSS.

²³ Article 20 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010). Cf. article L.136-2 du CSS.

| Contributions de formation professionnelle et taxe d'apprentissage | | |
|--|--|---|
| Contribution de la CFP (Formation professionnelle) | | |
| | Taux | |
| Entreprises de moins de 11 salariés, y compris les entreprises de travail temporaire de moins de 11 salariés (article L. 6331-1 du code du travail) | 0,55 % | |
| Entreprises de 11 salariés et plus (article L. 6331-3 du code du travail) | 1 % | |
| Contribution CPF CDD | | |
| Toutes entreprises sans condition d'effectif * | 1 % | |
| Taxe d'apprentissage - TA - (part principale) | | |
| Etablissements hors Alsace Moselle | 0,59 % | |
| Etablissements situés en Alsace Moselle quel que soit le lieu du siège du principal établissement de l'entreprise | 0,44 % | |
| Solde de la TA ** | | |
| Tous établissements | 0,09 % | |
| Contribution supplémentaire à l'apprentissage - CSA - ** | | |
| Quota de contrats favorisant l'insertion professionnelle | Taux CSA entreprises de 250 à moins de 2 000 salariés | Taux CSA entreprises de 2 000 salariés et plus |
| < 1 % | 0,4 % | 0,6 % |
| ≥ 1 % et < 2 % | 0,2 % | |
| ≥ 2 % et < 3 % | 0,1 % | |
| ≥ 3 % et < 5 % | 0,05 % | |

* **Concerne tous les CDD à l'exception des salariés saisonniers**

** **Solde TA et CSA : recouvrement par la MSA pour la 1ère fois à compter de 2023**

²⁴ Pour mémoire, l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (n° 2017-1836 du 30 décembre 2017) avait augmenté de 1,7 point la CSG. Cf. article L. 136-8 du CSS.

²⁵ Article 19 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996.

²⁶ Article 29 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014. Cf. désormais l'article L. 813-5 du code de la construction et de l'habitation.

²⁷ Article 11 (I-6°) de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 : à compter du 1er janvier 2020, le seuil est passé de 20 à 50 salariés. Cf. désormais l'article L. 813-5 du code de la construction et de l'habitation.

²⁸ Articles L. 137-15 et L.137-16 du CSS.

²⁹ Article 16 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

³⁰ Article 71 de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 ; Ordonnance n° 2019-766 du 24 juillet 2019 et Décret n° 2019-807 du 30 juillet 2019 portant réforme de l'épargne retraite ; Arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite.

Cf. LTC n° 2019-334 du 14 juin 2019 (p. 12-13) ; LTC n° 2019-550 du 15 octobre 2019.

³¹ Le plan d'épargne retraite d'entreprise doit prévoir que l'allocation de l'épargne permettant de réduire progressivement les risques financiers est affectée à l'acquisition de parts de fonds comportant au moins 10 % (*contre 7 % auparavant*) de titres susceptibles d'être employés dans un plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire. Cf. article L. 137-16 du CSS (tel que modifié par l'article 71, II de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019) et article D. 137-1 du CSS (modifié par l'article 6 du décret n° 2019-807 du 30 juillet 2019).

³² Article L. 137-16 du CSS.

³³ Article 16 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018). Cf. article L. 137-16 du CSS.

³⁴ Eu égard au contexte exceptionnel de crise sanitaire, l'article 207-II de la loi de finances pour 2021 (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020) prévoit de manière temporaire, pour les années **2021** et **2022**, de remplacer ce taux réduit par une exonération totale. Cf. LTC n° 2021-060 du 29 janvier 2021.

³⁵ Article 207-I de la loi de finances pour 2021 (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020). Cf. article L. 137-16, 2° du CSS ; LTC n° 2021-060 du 29 janvier 2021.

³⁶ Les entreprises de moins de 11 salariés bénéficient d'une exonération de forfait social au titre de ces sommes.

³⁷ Article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, modifié par l'article 32 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021. Cf. désormais l'article L. 137-40 du CSS.

³⁸ Décret n° 2014-1718 du 30 décembre 2014. Cf. article D. 2135-34 du code du travail.

Tableaux n° 2 : retraite complémentaire

| Retraite complémentaire - Taux de droit commun | | | | | | |
|--|---|---------|---------------------------|---|---------|----------------------|
| Cotisations | Taux | | | | | |
| | Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) | | | Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) | | |
| | Employeur | Salarié | Taux total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Retraite "classique" | 4,72% | 3,15% | 7,87% | 12,95% | 8,64% | 21,59% |
| Contribution d'équilibre générale | 1,29% | 0,86% | 2,15% | 1,62% | 1,08% | 2,70% |
| Contribution d'équilibre technique | Taux employeur | | | Taux salarié | | Total - Taux maximum |
| | 0,21% | | | 0,14% | | 0,35% |

| Retraite complémentaire - salarié cadre et non cadre d'un OPA non CCPMA ayant adhéré à la CAMARCA avant le 01.01.1998 (AGRICA) | | | | | | |
|--|---|---------|---------------------------|---|---------|----------------------|
| Cotisations | Taux | | | | | |
| | Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) | | | Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) | | |
| | Employeur | Salarié | Taux total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Retraite "classique" | 4,72% | 3,15% | 7,87% | 12,95% | 8,64% | 21,59% |
| Contribution d'équilibre générale | 1,29% | 0,86% | 2,15% | 1,62% | 1,08% | 2,70% |
| Contribution d'équilibre technique | Taux employeur | | | Taux salarié | | Total - Taux maximum |
| | 0,21% | | | 0,14% | | 0,35% |

| Retraite complémentaire - salarié non cadre d'un OPA ayant adhéré à la CCPMA RETRAITE avant le 01.01.1997 (AGRICA) | | | | | | |
|--|---|---------|---------------------------|---|---------|----------------------|
| Cotisations | Taux | | | | | |
| | Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) | | | Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) | | |
| | Employeur | Salarié | Taux total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Retraite "classique" | 6,98% | 3,18% | 10,16% | 13,50% | 8,09% | 21,59% |
| Contribution d'équilibre générale | 1,29% | 0,86% | 2,15% | 1,62% | 1,08% | 2,70% |
| Contribution d'équilibre technique | Taux employeur | | | Taux salarié | | Total - Taux maximum |
| | 0,21% | | | 0,14% | | 0,35% |

Retraite complémentaire - salarié cadre d'un OPA ayant adhéré à la CCPMA RETRAITE avant le 01.01.1997 (AGRICA)

| Cotisations | Taux | | | | | |
|------------------------------------|---|---------|---------------------------|---|---------|----------------------|
| | Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) | | | Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) | | |
| | Employeur | Salarié | Taux total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Retraite "classique" | 6,98% | 3,18% | 10,16% | 12,95% | 8,64% | 21,59% |
| Contribution d'équilibre générale | 1,29% | 0,86% | 2,15% | 1,62% | 1,08% | 2,70% |
| Contribution d'équilibre technique | Taux employeur | | | Taux salarié | | Total - Taux maximum |
| | 0,21% | | | 0,14% | | 0,35% |

Retraite complémentaire - salarié non cadre d'une entreprise de la production agricole (AGRICA)

| Cotisations | Taux | | | | | |
|------------------------------------|---|---------|---------------------------|---|---------|----------------------|
| | Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) | | | Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) | | |
| | Employeur | Salarié | Taux total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Retraite "classique" | 3,94% | 3,93% | 7,87% | 10,80% | 10,79% | 21,59% |
| Contribution d'équilibre générale | 1,29% | 0,86% | 2,15% | 1,62% | 1,08% | 2,70% |
| Contribution d'équilibre technique | Taux employeur | | | Taux salarié | | Total - Taux maximum |
| | 0,21% | | | 0,14% | | 0,35% |

Retraite complémentaire - salarié cadre d'une entreprise de la production agricole (AGRICA)

| Cotisations | Taux | | | | | |
|------------------------------------|---|---------|---------------------------|---|---------|----------------------|
| | Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) | | | Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) | | |
| | Employeur | Salarié | Taux total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Retraite "classique" | 6,30% | 3,86% | 10,16% | 12,95% | 8,64% | 21,59% |
| Contribution d'équilibre générale | 1,29% | 0,86% | 2,15% | 1,62% | 1,08% | 2,70% |
| Contribution d'équilibre technique | Taux employeur | | | Taux salarié | | Total - Taux maximum |
| | 0,21% | | | 0,14% | | 0,35% |

Retraite complémentaire - salarié cadre et non cadre d'un établissement de l'enseignement agricole privé (AGRICA)

| Cotisations | Taux | | | | | |
|------------------------------------|---|---------|---------------------------|---|---------|----------------------|
| | Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) | | | Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) | | |
| | Employeur | Salarié | Taux total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum |
| Retraite "classique" | 6,10% | 4,06% | 10,16% | 12,95% | 8,64% | 21,59% |
| Contribution d'équilibre générale | 1,29% | 0,86% | 2,15% | 1,62% | 1,08% | 2,70% |
| Contribution d'équilibre technique | Taux employeur | | | Taux salarié | | Total - Taux maximum |
| | 0,21% | | | 0,14% | | 0,35% |

A noter : La contribution d'équilibre technique n'est due que pour les rémunérations supérieures à 1 plafond de sécurité sociale. En revanche, dès que ce plafond est atteint, la totalité de la rémunération comprise dans la tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) ou dans la tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) est soumise à la contribution d'équilibre technique.

Tableaux n° 3 : taux spécifiques en ASA

Catégories particulières d'assurés domiciliés fiscalement en France

| Catégories d'assurés | | Cotisations | | Taux | | | | | | |
|--|---------------|--|---|---|---------|----------------------|---------------------------|---------|----------------------|---------------|
| | | | | Sur la totalité de la rémunération | | | Dans la limite du plafond | | | |
| | | | | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum | |
| Titulaires de rente AT 66,66 % avant le 1 ^{er} juillet 1973 ³⁹ | Retraités | Maladie, maternité, invalidité, décès | | 18,60 % | - | 18,60 % | - | - | - | |
| | | Vieillesse | | - | - | - | - | - | - | |
| | Non retraités | Maladie, maternité, invalidité, décès | | 18,60 % | - | 18,60 % | - | - | - | |
| | | Vieillesse | | - | - | - | 15,80 % | - | 15,80 % | |
| Fonctionnaires détachés et anciens mineurs reconvertis maintenus au régime des Mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension) et pension des survivants ⁴⁰ | | Maladie, maternité, invalidité, décès, soins aux invalides | Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel | 5,95 % | 0,00 % | 5,95 % | - | - | - | |
| | | | Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel | 11,95 % | 0,00 % | 11,95 % | - | - | - | |
| Personnel statutaire des SICAE ⁴¹ | | Prestations en nature, maladie, maternité, soins aux invalides | | 11,10 % | - | 11,10 % | - | - | - | |
| Stagiaires autres que FPC au sens de l'article R. 741-65 du CRPM (sauf Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle) ⁴² | | Maladie, maternité, invalidité, décès | Stagiaires titulaires d'un contrat de travail ⁴³ | Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel | 4,24 % | - ⁴⁴ | 4,24 % | - | - | - |
| | | | | Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel | 7,87 % | | 7,87 % | - | - | - |
| | | | Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail | | 7,87 % | | 7,87 % | - | - | - |
| | | Vieillesse | | | 1,31 % | 0,40% | 1,71 % | 4,94 % | 2,86 % | 7,80 % |

³⁹ Cf. Article D. 741-35 du CRPM : I, 1° (assurance maladie maternité, invalidité, décès) et II (assurance vieillesse). Taux en dur.

⁴⁰ Cf. article D. 741-35, I, 3° du CRPM. Ces dispositions prévoient que le taux applicable à cette catégorie de population est le taux prévu à l'article 1er décret n° 67-804 du 20 septembre 1967 (tel que modifié par l'article 12 du décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014) renvoyant désormais au taux prévu à l'article D. 242-3 du CSS (qui a été modifié par le décret n° 2017-1891 du 30 décembre 2017) soit 13 % pour les rémunérations supérieures à 2,5 SMIC annuel, réduit de 1,05 point : 13 - 1,05 = 11,95 % et 7 % pour les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC annuel, réduit de 1,05 point : 7 - 1,05 = 5,95 %.

A noter : Le taux pour les assurés domiciliés fiscalement hors de France (cotisation salariale) a été modifié en dernier lieu par le décret n° 2018-162 du 6 mars 2018.

⁴¹ Article D. 741-35, I, 2° du CRPM. Ces dispositions renvoient au taux fixé à l'article 9, II du décret n° 91-613 du 28 juin 1991 (soit 11,10 %).

A noter : L'article 3 du décret n° 2017-1891 du 30 décembre 2017 prévoyait que, pour l'année 2018, le taux fixé à l'article 9, II du décret n° 91-613 devait être réduit de 0,8 point (soit 11,10 - 0,8 = 10,30 %). Aucune disposition similaire n'ayant été prévue pour les années 2019 et 2020, le taux doit être maintenu à 11,10 %.

⁴² Arrêté du 17 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 27 mars 2012, fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux de l'article D. 242-3 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

⁴³ Article R. 741-65, 2° du CSS

⁴⁴ Circulaire CCMSA n° 1998-025 du 20 février 1998 (note technique n° 2, § 1.1.4).

Catégories particulières d'assurés domiciliés fiscalement hors de France

| Catégories d'assurés | Cotisations | | Taux | | | | | | |
|--|--|---|---|---------------------|----------------------|---------------------------|---------|----------------------|---------------|
| | | | Sur la totalité de la rémunération | | | Dans la limite du plafond | | | |
| | | | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum | Employeur | Salarié | Total - Taux maximum | |
| Fonctionnaires détachés et anciens mineurs reconvertis maintenus au régime des Mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension) et pension des survivants | Maladie, maternité, invalidité, décès, soins aux invalides | Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel | 5,95 % | 5,50 % | 11,45 % | - | - | - | |
| | | Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel | 11,95 % | 5,50 % | 17,45 % | - | - | - | |
| Personnel statutaire des SICAE | Prestations en nature, maladie, maternité, soins aux invalides | | 11,10 % | 4,5 % ⁴⁵ | 15,60 % | - | - | - | |
| Stagiaires autres que FPC au sens de l'article R. 741-65 du CRPM (sauf Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle) ⁴⁶ | Maladie, maternité, invalidité, décès | Stagiaires titulaires d'un contrat de travail | Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel | 4,24 % | 2,70 % | 6,94 % | - | - | - |
| | | | Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel | 7,87 % | 2,70 % | 10,57 % | - | - | - |
| | | Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail | 7,87 % | 2,70 % | 10,57 % | - | - | - | |
| | Vieillesse | | | 1,31 % | 0,40 % | 1,71 % | 4,94 % | 2,86 % | 7,80 % |

⁴⁵ Article D. 741-35, I (dernier alinéa) du CRPM, renvoyant à l'article D. 711-4 du CSS.

⁴⁶ Arrêté du 17 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 27 mars 2012, fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux de l'article D. 242-3 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

Tableaux n° 4 : taux spécifiques des départements Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle

| Assurés domiciliés fiscalement en France | | | | | | | | | | | | |
|--|---------------------------------------|---|------------------------------------|--------------|----------------|----------------------|----------------------|---------------------------|--------------|----------------|--------------|----------------------|
| Catégories d'assurés | Cotisations | | Taux | | | | | | | | | |
| | | | Sur la totalité de la rémunération | | | | | Dans la limite du plafond | | | | |
| | | | Employeur | | Salarié | | Total - Taux maximum | Employeur | | Salarié | | Total - Taux maximum |
| | | | Régime de base | Régime local | Régime de base | Régime local | | Régime de base | Régime local | Régime de base | Régime local | |
| Salariés ⁴⁷ | Maladie, maternité, invalidité, décès | Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel | 13,00 % | 0,10 % | 0,00 % | 1,10 % ⁴⁸ | 14,20 % | - | - | - | - | - |
| | | Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel ⁴⁹ | 7,00 % | | | | | - | - | - | - | - |
| | Vieillesse | | 1,90 % | - | 0,40 % | - | 2,30 % | 8,55 % | - | 6,90 % | - | 15,45 % |
| Stagiaires agricoles ⁵⁰ | Maladie, maternité, invalidité, décès | Stagiaires titulaires d'un contrat de travail | Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC | 4,24 % | 0,10 % | - | 0,65 % | 4,99 % | - | - | - | - |
| | | | Rémunération annuelle > 2,5 SMIC | 7,87 % | 0,10 % | - | 0,65 % | 8,62 % | | | | |
| | | Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail | 7,87 % | 0,10 % | - | 0,65 % | 8,62 % | | | | | |
| | Vieillesse | | 1,31 % | - | 0,40 % | - | 1,71 % | 4,94 % | - | 2,86 % | - | 7,80 % |

⁴⁷ Article D. 242-20 du CSS, renvoyant aux taux des articles D. 242-3 à D. 242-5 du CSS.

⁴⁸ Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de Gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

⁴⁹ Article L. 241-2-1 du CSS inséré par l'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017). Cet article a également été modifié par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

⁵⁰ Stagiaires (autres que FPC) au sens de l'article R. 741-65 du CRPM.

| Assurés domiciliés fiscalement hors de France | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|---|--|---|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------------|----------------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------------|
| Catégories d'assurés | Cotisations | | | Taux | | | | | | | | | |
| | | | | Sur la totalité de la rémunération | | | | | Dans la limite du plafond | | | | |
| | | | | Employeur | | Salarié | | Total - Taux maximum | Employeur | | Salarié | | Total - Taux maximum |
| | | | | Régime de base | Régime local | Régime de base | Régime local | | Régime de base | Régime local | Régime de base | Régime local | |
| Salariés | Maladie, maternité, invalidité, décès | Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel | 13,00% | | | | | 19,70% | - | - | - | - | |
| | | Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel⁵¹ | 7,00% | 0,10% | 5,50% | 1,10% | 13,70% | - | - | - | - | - | |
| | Vieillesse | | 1,90% | - | 0,40% | - | 2,30% | 8,55% | - | 6,90% | - | 15,45% | |
| Stagiaires agricoles | Maladie, maternité, invalidité, décès | Stagiaires titulaires d'un contrat de travail | Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC | 4,24% | 0,10% | 2,70% | 0,65% | 7,69% | - | - | - | - | |
| | | | Rémunération annuelle > 2,5 SMIC | 7,87% | 0,10% | 2,70% | 0,65% | 11,32% | | | | | |
| | | Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail | 7,87% | 0,10% | 2,70% | 0,65% | 11,32% | | | | | | |
| | Vieillesse | | 1,31% | - | 0,40% | - | 1,71% | 4,94% | - | 2,86% | - | 7,80% | |

⁵¹ Article L. 241-2-1 du CSS inséré par l'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017). Cet article a également été modifié par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

Tableau n° 5 : taux applicables aux revenus de remplacement

| Taux de cotisation maladie applicables aux revenus de remplacement | | | | |
|---|---|--|---|--|
| Revenus de remplacement | | Taux de cotisation maladie | | Taux de la cotisation supplémentaire d'assurance maladie du régime local d'Alsace-Moselle |
| | | Personnes fiscalement domiciliées en France | Personnes non domiciliées fiscalement en France⁵² | |
| Avantages de retraite⁵³ | Pension de retraite du régime de base au titre d'une activité professionnelle relevant du régime des salariés agricoles | Non due | 3,20 % | 1,10 % ⁵⁴ |
| | Avantage de retraite complémentaire versé par les caisses de retraite complémentaire, l'employeur ou une compagnie d'assurance | 1 % | 4,20 % | |
| | Avantage de retraite supplémentaire | 1 % | 3,20 % | |
| Pension d'invalidité | Pension d'invalidité | Non due | Non due | Non due |
| Allocations de préretraite⁵⁵ | Allocation de préretraite résultant d'une décision unilatérale de l'employeur | 1 % | 3,20 % | 1,10 % |
| | Allocation de préretraite résultant de dispositions conventionnelles | 1,70 % | 4,90 % | |
| | Allocation de préretraite progressive | | | |
| | Allocation de cessation anticipée d'activité dans le cadre d'un accord CATS | Non due | 2,80 % | |

⁵² Pour la cotisation maladie : Article D. 741-71 du CRPM (modifié par le décret n° 2018-162 du 6 mars 2018).

⁵³ Article D.741-71 du CRPM

⁵⁴ Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

⁵⁵ Article D. 741-76 du CRPM et article D. 242-12 du CSS

Tableau n° 6 : taux applicables aux retraites chapeaux

| Contribution sur les retraites supplémentaires dites « retraites chapeaux » | | |
|--|---|-------------------------|
| Contribution salariale sur les rentes perçues du 1er janvier au 31 décembre 2022 ⁵⁶ | | |
| Date de liquidation de la retraite | Part de la rente | Taux de la contribution |
| Avant le 1er janvier 2011 | Part ≤ 565 € | 0 % |
| | Part > 565 € et ≤ 1131 € | 7 % |
| | Part > 1131 € | 14 % |
| A compter du 1er janvier 2011 | Part ≤ 452 € | 0 % |
| | Part > 452 € et ≤ 679 € | 7 % |
| | Part > 679 € | 14 % |
| Contribution patronale spécifique | | |
| Régime | Assiette | Taux de la contribution |
| Ancien régime⁵⁷ | Totalité des rentes servies | 32 % |
| | Primes versées à un organisme assureur | 24 % |
| | Dotations aux provisions constituées en cas de gestion interne | 48 % |
| Nouveau régime (à compter du 5 juillet 2019)⁵⁸ | Sommes versées au titre du financement de contrats de retraite professionnelle supplémentaire | 29,70 % ⁵⁹ |

⁵⁶ Article L.137-11-1 du CSS.

Les valeurs sont revalorisées chaque année en fonction de l'évolution plafond de sécurité sociale et arrondies à l'euro le plus proche (BOI-RSA-PENS-30-10-10-20121211, n° 90).

⁵⁷ Article L.137-11 du CSS.

⁵⁸ Ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019.

⁵⁹ Article L. 137-11-2 du CSS.

COTISATIONS LEGALES RECOUVREES PAR LA MSA POUR LE COMPTE DE TIERS

| <u>Versement de versement mobilité (ex versementTransport)</u> | Employeur % | Salarié % | Total % | |
|--|----------------|-----------|---------|---------------------|
| <p>Les employeurs qui emploient 11 salariés et plus sont assujettis à la contribution versement transport.</p> <p>Le taux de versement transport (VT) ou de versement de transport additionnel (VTA) varie suivant les communes concernées.</p> <p>Un lien sur notre site msa.fr vous permet de rechercher le taux de versement transport applicable dans votre ville à partir du code postal.</p> | | | | |
| Com d'Agglo. CARCASSONNE | 1,15 | - | 1.15 | Totalité du salaire |
| Com d'Agglo. NARBONNE | 1,25 | - | 1,25 | |
| Com d'Agglo. PERPIGNAN | 1,70 | - | 1,70 | |

PREVOYANCE

| | | Employeur % | Salarié % | Total % | |
|--|--|---|--|--|---|
| PREVOYANCE (Cotisations dues pour les salariés non cadres. Pour les cadres, les cotisations de prévoyance sont recouvrées par la CPCEA) | <u>AGRIC A DECES :</u> | | | | |
| | Zone Céréalière de l'AUDE (APE 110, 130,140 et 180) ETARF (EDT) Aude et P.O APE 400(NAF0161Z, 0162Z, 3600Z,4312A), 330 Paysagistes Aude et P.O (APE 410) Expl. des P O (APE 110, 130, 140, 180, 190 et 150 (NAF 143Z et 0162Z) ACQUACULTURE Aude et P.O (APE 160) Parcs zoologiques (APE 130 code NAF 1462Z) Zone viticole de l'Aude | 0,40 0,305 0,20 0,300 0,20 0,09 0,36 | 0,145 0,03 0,03 0,25 | 0,40 0,45 0,23 0,33 0,20 0,24 0,36 | Jusqu'à 3 plafonds Jusqu'à 4 plafonds Totalité du salaire Jusqu'à 4 plafonds Jusqu'à 4 plafonds Jusqu'à 4 plafonds Jusqu'à 4 plafonds |
| | <u>AGRIC A Garantie Incapacité de Travail (G.I.T)</u> | | | | |
| Zone Céréalière de l'Aude (APE 110, 130,140 et 180) ETARF/EDT Aude et P.O APE 400 (NAF0161Z, 0162Z, 3600Z, 4312A), 330 Paysagistes Aude et P.O (APE 410) Expl des P O (APE 110, 130, 140, 180, 190 et 150 (NAF 143Z et 0162Z) ACQUACULTURE Aude et P.O (APE 160) Parcs zoologiques (Codes NAF 9104Z) Zone viticole de l'Aude | 0,83 0,915 0,83 0,865 0,075 0,610 0,93 | 0,37 0,805 0,36 0,445 0,425 0,400 0,55 | 1,20 1,57 1,19 1,31 0,50 1,01 1,48 | Totalité du salaire Jusqu'à 4 plafonds Totalité du salaire Jusqu'à 4 plafonds Jusqu'à 4 plafonds Jusqu'à 4 plafonds Jusqu'à 4 plafonds | |
| | <u>AGRIC A Complémentaire Frais de Soins (C.F.S)</u> | | | | |
| | Zone Viticole de l'Aude : APE130, 140, 150 pour les NAF 0143Z et 0162Z) et APE 100, 180,110, 190 et 920) Tarif Isolé (Accord clôturé au 31/03/2022) Paysagistes Aude et P.O (APE 410) ACCORD NATIONAL DE LA PRODUCTION AGRICOLE | 23,29 € 17,35 € | 23,29 € 17,35 € | 46,58 € 34,70 € | Cotisation Forfaitaire quel que soit le salaire |

CATEGORIES DE RISQUES ET TAUX DE COTISATIONS AT

- 1er janvier au 31 décembre 2022 -

| CODE | CATEGORIES DE RISQUES | TAUX FORFAITAIRE après répercussion de l'individualisation en % | TAUX DE COTISATIONS Majoration forfaitaire incluse |
|------|---|---|--|
| 110 | Cultures spécialisées | - 0,3449 | 2,48 % |
| 120 | Champignonnières | - 0,3449 | 2,48 % |
| 130 | Élevage spécialisé de gros animaux | - 0,3534 | 2,60 % |
| 140 | Élevage spécialisé de petits animaux | - 0,2999 | 3,99 % |
| 150 | Entraînement, dressage, haras | - 0,3976 | 6,46 % |
| 160 | Conchyliculture | - 0,4601 | 1,98 % |
| 170 | Marais salants | - 0,3449 | 2,48 % |
| 180 | Cultures et élevages non spécialisés | - 0,4899 | 2,38 % |
| 190 | Viticulture | - 0,4304 | 4,17 % |
| 310 | Sylviculture | - 0,0653 | 4,84 % |
| 320 | Gemmage | - | 3,24 % |
| 330 | Exploitations de bois | - 0,3779 | 7,22 % |
| 340 | Scieries fixes | - 0,1094 | 5,75 % |
| 400 | Entreprises de travaux agricoles | - 0,4406 | 3,00 % |
| 410 | Entreprises de jardins, entreprises paysagistes, entreprises de reboisement | - 0,3360 | 3,41 % |
| 500 | Artisans ruraux du bâtiment | - | 5,04 % |
| 510 | Artisans ruraux autres | - | 5,04 % |
| 600 | Stockage, conditionnement de produits agricoles à l'exception des fleurs, fruits ou légumes | - 0,0967 | 2,42 % |
| 610 | Approvisionnement | - 0,2197 | 1,63 % |
| 620 | Collecte, traitement, distribution de produits laitiers | 0,1563 | 2,56 % |
| 630 | Traitement de la viande (hors volailles) comprenant une ou plusieurs opérations (abattage, découpe-désossage, conserverie) | 2,4481 | 10,05 % |
| 640 | Conserveries de produits autres que la viande | 0,2787 | 4,46 % |
| 650 | Vinification | - 0,3481 | 1,62 % |
| 660 | Insémination artificielle | - 0,3534 | 2,60 % |
| 670 | Sucrierie, distillation | - 0,3481 | 1,62 % |
| 680 | Meunerie, panification | 0,2787 | 4,46 % |
| 690 | Stockage, conditionnement de fleurs, fruits ou légumes | 0,0829 | 3,90 % |
| 760 | Traitement des viandes de volailles (abattage, découpe, transformation) | 0,2787 | 4,46 % |
| 770 | Coopératives diverses | 0,2787 | 4,46 % |
| 801 | Organismes de mutualité agricole | - | 1,16 % |
| 811 | Caisses de crédit agricole mutuel | - | 1,16 % |
| 821 | Autres organismes, établissements et groupements professionnels agricoles visés à l'article L. 722-20 (6°) du code rural et de la pêche maritime, à l'exclusion des organismes à caractère coopératif | - | 1,16 % |
| 830 | SICAE Personnel statutaire | - | 0,18 % |
| 832 | SICAE Personnel temporaire | - | 2,14 % |

| CODE | CATEGORIES DE RISQUES | TAUX FORFAITAIRE après répercussion de l'individualisation en % | TAUX DE COTISATIONS Majoration forfaitaire incluse |
|------|---|---|--|
| | Apprentis | - | 2,12 % |
| 900 | Gardes-chasse, gardes-pêche | - 0,4958 | 2,62 % |
| 910 | Jardiniers, jardiniers-gardes de propriété, gardes forestiers | - 0,4958 | 2,62 % |
| 920 | Organismes de remplacement, entreprises de travail temporaire | - 0,4958 | 2,62 % |
| 940 | <i>Membres bénévoles des organismes sociaux</i> | - | 0,14 % |
| 950 | <i>Élèves de l'enseignement technique et de formation professionnelle agricole</i> | - | 0,42 % |
| 970 | Personnel enseignant d'établissement agricole privé visé à l'article L. 722-20, 5° du code rural et de la pêche maritime ou employé par les GPA visés à l'article L. 722-20, 6° du code rural et de la pêche maritime | - | 0,39 % |
| 980 | Travailleurs handicapés des E.S.A.T. | - | 1,80 % |
| | <i>Ateliers et chantiers d'insertion (ACI) : Salariés en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)</i> | - | 1,50 % |
| | Stagiaires de la formation professionnelle continue | - | 2,24 % |
| | Salariés d'entreprises étrangères sans établissement en France | - | 0,83 % |